

Élections fédérales

La Chambre de commerce s'inquiète de l'absence du thème européen dans la campagne.

Sophie Davaris

Un aller-retour à Bruxelles pour faire entendre la voix du canton. Fin septembre, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a choisi la capitale européenne pour sa sortie annuelle. Deux jours destinés à s'informer et relayer les inquiétudes des entreprises genevoises qui pâtissent du blocage des discussions avec l'Union européenne (UE), résume Gilles Rufenacht, président de la CCIG.

En mai 2021, la rupture des négociations entre notre pays et l'UE a stoppé la mise à jour des accords bilatéraux. Premier secteur concerné: celui des dispositifs médicaux. Plusieurs sociétés ont dû délocaliser afin de continuer à exister et écouler leurs produits sur le marché européen (lire les trois témoignages ci-dessous).

Reçue par la mission suisse, la délégation de la CCIG tire un constat amer. Pour son directeur général, Vincent Subilia, «nous sommes confrontés à un déni de réalité. Plus personne ne parle d'Europe, un sujet devenu toxique. Or, il faudrait faire le contraire. Hélas, l'Europe est le parent pauvre de la campagne des élections fédérales.»

20 milliards par an

Incompréhensible dans le canton du bout du lac: «La dimension internationale fait partie de l'ADN genevois, souligne Vincent Subilia. Nous sommes le troisième canton le plus exportateur après Bâle-Ville et Neuchâtel. Les exportations constituent un tiers de notre PIB, soit 20 milliards de francs par an.»

«Sur les 5000 sociétés étrangères qui exportaient leurs dispositifs médicaux en Suisse, 1200 ont décidé de ne plus le faire à cause des nouvelles barrières à l'importation.»

Gilles Rufenacht
Président de la CCIG

Aux côtés d'EconomieSuisse, la CCIG a voulu profiter «d'une fenêtre de tir très limitée» entre les élections fédérales et le renouvellement de la Commission européenne. «Il faut impérativement débloquer la situation: passer de la phase exploratoire à une vraie négociation, insiste Vincent Subilia. Et il faut informer les citoyens des enjeux.»

Selon la CCIG, le Conseil fédéral est tétanisé par crainte de ne pas l'emporter face au peuple. «La question européenne est paralysée par la coalition des souverainistes et des syndicalistes. Or des solutions existent.»

Lesquelles? «À la gauche qui s'inquiète de dumping salarial, il faut rappeler l'existence des mesures d'accompagnement - une personne travaillant en Suisse doit le faire aux conditions de salaire et de travail suisses. À l'UDC, redisons qu'il ne s'agit pas de se soumettre au joug de Bruxelles, mais d'exister dans un marché

«Berne néglige l'Europe, Genève perd des emplois»



La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève est allée plaider la cause des entreprises à Bruxelles auprès de la mission suisse. Ici, le directeur général, Vincent Subilia (à gauche), et le président, Gilles Rufenacht.

globalisé. La Suisse est l'un des cinq plus grands investisseurs dans l'UE.»

Coûts de la santé

Autre argument fort, celui du pouvoir d'achat. L'entrave aux échanges commerciaux rehausse le prix des dispositifs médicaux (stents, prothèses de hanche, de genou, etc.).

En effet, la règle qui voulait que tout bien réalisé au sein de l'UE était reconnu en Suisse - et vice et versa - ne prévaut plus. «Aujourd'hui, pour qu'un pro-

duit suisse soit commercialisé en Europe, il faut notamment une présence physique dans l'UE. Cela a un coût», note Gilles Rufenacht.

«Les 400 entreprises suisses qui produisent des dispositifs médicaux subissent 120 millions de charges supplémentaires (en frais administratifs, recherche de mandataires pour distribuer les produits, etc.). Dans l'autre sens, le prix des produits importés se renchérit, avec un impact direct sur les coûts de la santé», observe celui qui est aussi le directeur des

cliniques Hirslanden de Genève. Autre inconvénient: un moindre accès à l'innovation. «Sur les 5000 sociétés étrangères qui exportaient leurs dispositifs médicaux en Suisse, 1200 ont décidé de ne plus le faire à cause des nouvelles barrières à l'importation. Sur 400'000 produits importés, 60'000 (15%) ont été bifés et ne sont plus accessibles pour les patients suisses», précise Gilles Rufenacht.

Pire: «Si on reste dans l'impasse, reprend Vincent Subilia, en 2026, 60% de notre économie

d'exportation perdra son accès au marché européen. Cela concernera des milliers d'entreprises et donc d'emplois!»

Devant une situation jugée alarmante, la CCIG interpelle les futurs élus fédéraux. «À part les Verts libéraux et quelques personnalités au Centre et au PLR, personne ne parle de ces sujets. Le dogme actuel veut que l'économie suisse fonctionne bien, quasiment dans un état de plein-emploi. On ne voit pas le danger venir. Mais nous perdons du PIB, de la valeur ajoutée et des cerveaux.»

Ces Genevois qui ont délocalisé en Europe

● ID Quantique: «Nous sommes pionniers dans la sécurisation quantique, mais l'Europe nous ferme les portes»

La société ID Quantique, spin-off de l'Université de Genève (UNIGE), emploie une centaine de personnes à Genève, indique le PDG Grégoire Ribordy. Elle est spécialisée dans la sécurisation des communications bancaires, gouvernementales et des télécommunications. «Un secteur stratégique dans lequel nous étions et restons pionniers. Nous avons beaucoup travaillé avec l'UE qui a lancé de grands programmes de déploiement de cette technologie. Depuis 2021, l'UE ne nous considère plus comme un fournisseur éligible. Des concurrents ont émergé, en Allemagne et en Italie notamment. Il n'est plus suffisant, pour une entreprise suisse, de créer une filiale européenne. Il faut créer de la valeur et des emplois dans l'UE et y prendre des décisions. En 2022, nous avons donc créé une entité indépendante à Vienne au lieu de nous développer à Genève. C'est inquiétant à deux niveaux: la situation va rendre très difficile l'accès au marché pour toutes les industries. Et sur le plan scientifique, on va saper ce qui fonde la prospérité suisse. Nous avons une excellente recherche et toutes les compétences de base en ingénierie pour se distinguer au niveau international, mais nous allons perdre les meilleurs chercheurs qui nourrissent tout un écosystème d'innovation. Quand la population s'en rendra compte, il sera trop tard et il faudra des années et des années pour inverser la tendance.»

● KeriMedical: «Au lieu de Plan-les-Ouates, on a construit une usine à Archamps»

Franco-Suisse, Dougal Bendjabbah, 56 ans, est le coprésident de KeriMedical, une société créée en 2017 qui «conçoit et fabrique des implants chirurgicaux (pour la main et le poignet). On emploie 120 personnes, dont 40 à Genève, où se trouvent le siège, la R&D, la partie réglementaire et technique; la production est à Besançon. En 2020, la croissance était telle que nous avons cherché un nouveau site de production à Genève.» En 2021, lorsque la Suisse a claqué la porte des négociations, «l'UE a décidé de ne plus octroyer le «marquage CE» aux sociétés basées en Suisse. Ce label équivalait à une autorisation de mise sur le marché. Du jour au lendemain, on n'a plus pu vendre nos implants. Swiss Medtech, l'association qui regroupe les entreprises suisses spécialisées dans les technologies médicales, conteste cette décision.» En attendant, au lieu d'investir à Plan-les-Ouates ou sur l'axe Genève-Lausanne, «on a construit une usine à Archamps. Soixante personnes ont été recrutées, nous sommes désormais 150 et nous allons continuer à nous étendre.» Genève a perdu un investissement de dix millions, un savoir-faire et une attractivité: cette année, 250 chirurgiens internationaux sont venus se former dans nos blocs. Au lieu de se loger à Genève, ils l'ont fait à Archamps. Aujourd'hui, nous pouvons avoir accès aux projets de recherche et au soutien européens, ce qui n'est plus le cas des sociétés suisses restées en Suisse.»

● DAES: «Genève perd des talents exceptionnels»

Né à Genève et diplômé de l'Institut national polytechnique de Grenoble, Cyril Kharoua, 41 ans, a fondé DAES en 2012, une société d'ingénierie avancée, développée avec deux associés. Elle est spécialisée dans la simulation numérique de phénomènes physiques actifs dans les composants d'un produit. «On teste par exemple la résistance des mouvements horlogers lorsqu'une montre tombe. On calcule les interactions thermiques au sein des infrastructures du CERN. On étudie les matériaux des chaussures de course pour optimiser le confort et la performance du coureur. La société, qui employait 30 personnes avant 2021, en a perdu 5 depuis la rupture des négociations. La sortie de l'accord d'Euratome fait que la Suisse ne peut plus participer à ITER, un projet très ambitieux qui consiste à recréer un mini-soleil sur Terre. Nous avons dû créer une filiale à Archamps. Pour une PME, il n'est pas simple de devenir un groupe, la gestion est plus complexe. Nous occupons une niche: nous recrutons des ingénieurs, des docteurs expérimentés. Pour attirer ces talents exceptionnels, il faut être attractif. On l'était en Suisse, c'est beaucoup plus difficile en France. Cela a eu un effet sur notre croissance: nous serions deux fois plus nombreux si nous avions pu suivre notre schéma de développement. Ne pas avoir su prolonger les accords bilatéraux est une hérésie. Le marché économique suisse se trouve en zone euro. On va dans le mur en se fermant cette porte.» SDA

Pluie de signatures pour le référendum d'Exit

Santé

L'association a récolté 14'725 parafes, soit presque trois fois plus que le minimum exigé.

L'association Exit Suisse romande a annoncé mercredi en conférence de presse avoir récolté plus de 14'000 signatures pour son référendum «Pour une fin de vie digne». Celui-ci demande le maintien d'une disposition légale obligeant les établissements médicaux privés et publics et les EMS genevois à accepter l'assistance au suicide dans leurs locaux, sous certaines conditions.

L'action fait suite à une décision d'une majorité de députés genevois de droite, le 1^{er} septembre, d'abroger cette obligation, intégrée dans l'article 39a de la loi sur la santé en 2018, sous l'impulsion de l'ex-députée socialiste Salima Moyard.

Les députés avaient suivi la conclusion de la commission de santé qui considérait que cette disposition n'avait plus de raison d'être car, selon elle, il n'existait aucun problème dans le canton.

Un retour en arrière

Pour les deux coprésidents d'Exit Suisse romande, Jean-Jacques Bise et Gabriela Jaunin, cette décision «prise dans la précipitation et sans véritable débat démocratique» revient à prendre le risque d'une régression dans la liberté d'accès au suicide assisté. «Pourquoi biffer un article qui garantit une liberté?»

Jocelyne Haller, ancienne députée d'Ensemble à Gauche et rapporteuse de minorité au moment du vote en commission, déplore la «versatilité» de certains élus: «L'article 39a a été remis en question d'un coup, alors que quelques minutes avant personne ne s'y opposait! Cet article donnait des garanties. En l'abrogeant, on prend le risque que l'assistance au suicide soit soumise à la volonté et aux convictions de directeurs d'établissement, ce n'est pas acceptable.»

Exit, avec le soutien du Parti socialiste genevois, puis des Verts, d'Ensemble à Gauche et de l'Union populaire, a donc lancé un référendum. Une lettre a été envoyée à ses 8000 membres et 100'000 foyers ont reçu un tous-ménages. Les référendaires avaient jusqu'au 18 octobre pour récolter 5479 signatures; ils en ont rassemblé 14'725 en moins d'un mois.

De quoi aborder la prochaine étape - une votation populaire - avec optimisme, déclare Jean-Jacques Bise.

Un article «inutile»

Les partis de droite feront-ils campagne? Du côté du Centre, «cette décision sera prise dans notre assemblée générale», répond Bertrand Buchs, rapporteur de majorité et ancien député. 14'725 signatures, c'est un signal fort. De quoi augurer un succès dans les urnes. Et un coup d'épée dans l'eau...

«Cela devrait en effet être soutenu par le peuple, réagit Bertrand Buchs. Nous avons voulu supprimer cet article car il ne nous semblait pas utile. Mais nous ne sommes pas opposés à l'assistance au suicide, les gens ont le droit de s'en aller comme ils veulent chez eux, nous sommes tous d'accord là-dessus!»

En 2022 à Genève, on a enregistré 133 suicides assistés, dont 17 en EMS, 5 aux HUG et 103 à domicile. Aurélie Toninato